

# ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

29 DÉCEMBRE AU 11 JANVIER 1978

7<sup>e</sup> ANNÉE — N° 260 — 4,00 F

***immigrés :***

## le nouvel exode



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

# opération yu - kong

Yu-Kong était un pauvre paysan chinois. Il avait devant sa porte une montagne pierreuse et incultivable. Un matin Yu-Kong prit sa bêche et commença à attaquer la montagne. — « Mais Yu-Kong t'es tombé sur ton honorable tête d'agrumes. Tu n'y arriveras jamais » s'exclama son voisin. Cependant, chaque jour Yu-Kong remplissait son petit panier de cailloux et allait le vider dans un ravin. Contrairement à votre attente aucun bon génie ne vint déplacer la montagne pour récompenser une telle persévérance. Et pourtant au soir de sa vie, Yu-Kong était l'un des plus prospères cultivateurs de sa province grâce à l'étendue et à la richesse des vastes champs plats qui s'étendaient devant sa porte. Ainsi, estimable lecteurs de Royaliste, vous convions-nous à remplir votre petit panier de modestes abonnements de propagande à 10 F et à les revendre ou les offrir à vos amis. Ensemble, nous déplacerons les montagnes.

C'est donc — une fois de plus comme chacun sait — dans les profondes pensées de l'illustre président Mao-Dze-Dong que nous avons été chercher notre inspiration pour faire progresser fortement la courbe des abonnements de Royaliste.  
Nom de l'opération : YU-KONG.

Car, comme l'honorable Yu-Kong, nous ne croyons pas aux bons génies mais ne comptons que sur notre travail. Et surtout, nous savons que nous pouvons compter sur l'aide puissante de nos lecteurs qui déjà en maintes occasions nous a permis d'accomplir de véritables tours de force.

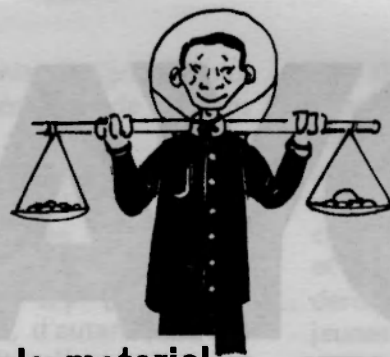
A la base de « L'OPERATION YU-KONG » il y a une offre d'abonnement à Royaliste au tarif ultra-concurrentiel de 3 MOIS pour 10 F (ce qui doit mettre le prix du numéro à environ 1 F 50). Cette proposition faite, l'essentiel du travail n'est pas commencé. Loin de là. Il s'agit maintenant d'aller à la rencontre du public susceptible d'être intéressé par notre offre. Pour cela nous allons faire un important effort d'affichage dans la région parisienne et dans les principales villes de France. Lors des ventes

à la criée et des stands de propagande, nous n'oublierons jamais de proposer nos abonnements « 3 mois : 10 F ». Mais, surtout, nos lecteurs et amis seront mis à contribution :  
— pour l'apposition d'autocollants  
— pour la vente de bons pour des abonnements « 3 mois : 10 F » réunis en carnets à souches, à leurs amis et con-

naissances que Royaliste pourrait intéresser.

Enfin, la proposition d'abonnement « 3 mois : 10 F » figurera dans le bi-mensuel jusqu'aux journées royalistes du 29 au 30 avril. Elle tentera, espérons-nous, un grand nombre des lecteurs au numéro que l'extension de la mise en kiosques a permis de conquérir depuis un an.

Cette campagne est pour nous un investissement à moyenne échéance. Si chacun y met du sien elle peut être extrêmement profitable. Mais en attendant elle est bien-entendu assez coûteuse. Alors, en plus de tout le reste, nous vous demandons de ne pas oublier la souscription qui doit nous permettre tout d'abord de faire un tirage très important d'affiches et d'autocollants.



## le matériel de propagande

Il comprend notamment une affiche (voir ci-dessous), des autocollants et des carnets à souches de 5 bons pour un abonnement de trois mois que vous pourrez vendre ou offrir.

Affiche :

1 spécimen : 2 F franco.

50 ex : 26 F (franco 32 F)

100 ex : 50 F (franco 59 F)

150 ex : 72 F (franco 83 F)

250 ex : 110 F (franco 125 F)

Autocollant :

40 ex : 7 F (franco 9 F)

200 ex : 34 F (franco 37 F)

400 ex : 64 F (franco 68 F)

800 ex : 120 F (franco 127 F)

Carnet à souche de 5 abonnements : 50 F le carnet.

Adressez vos commandes à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs Paris 75001, accompagnées de leur règlement (C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris).



## repères

Nos lecteurs ne s'étonneront pas de trouver beaucoup de bilans dans ce numéro de fin d'année. Bilan bien sûr de la piteuse gestion de la France au cours des douze mois écoulés, analysée impitoyablement par Bertrand Renouvin. Bilan aussi de l'impuissance du système à appliquer une politique juste et non malthusienne à l'égard des immigrés (dossier d'André Roy en pages centrales). Ce numéro parle également de la désinvolture égoïste des managers de la société industrielle à propos du lachage des journalistes de *J'informe* par leurs bailleurs de fonds (*mauvaise humeur*) et de la désorganisation du marché alimentaire mondial par l'agro-business (*Jacques Destouches* en rubrique *Lire*).

Mais numéro de bilan il est aussi un numéro de perspectives sur notre combat politique qu'il nous faut plus que jamais mener en sachant « Raison Garder » (*Idées de Gérard Leclerc*) et en nous attachant à retrouver une nouvelle légitimité pour notre société (article de *José Macé*). C'est ainsi que nous publions les réflexions de *Jean-Pierre Lebel* préparatoires au lancement de notre cellule Enseignement, exposons comment nous entendons nous servir des prochaines élections législatives (article d'*Arnaud Fabre*) et donnons le coup d'envoi de « l'opération YU-KONG » destinée à développer notre audience.

Enfin ce journal fait sa juste part à la détente avec la chronique littéraire de *Pierre Le Cohu* et le conte de Noël de *Jacqueline Hivet*.

## ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F  
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

## 3 mois : 10 f offre exceptionnelle

Dans le cadre d'une vaste campagne de promotion pour étendre notre public d'abonnés, nous vous proposons — jusqu'au 30 avril 1978 — un abonnement de trois mois à Royaliste au prix exceptionnel de 10 F. Pour bénéficier de cette offre, il vous suffit de remplir et renvoyer le bulletin ci-contre, accompagné de son règlement. Vous pouvez également offrir des abonnements « 3 mois : 10 F » à ceux de vos amis que Royaliste pourrait intéresser.

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Royaliste au prix exceptionnel de 10 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....  
.....  
.....

désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 10 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS. C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

Seules les personnes n'ayant jamais été abonnées à Royaliste peuvent bénéficier de ce tarif « 3 mois : 10 F ».

## nous serons présents aux législatives

Après avoir été présente aux élections présidentielles de 1974 et aux élections municipales de mars 1977, la N.A.F. participera aux élections législatives de mars 1978.

Bien sûr il s'agira d'une présence à valeur de symbole et non d'une participation massive : nous ne présenterons qu'une dizaine de candidats au maximum alors qu'il y a plus de 490 circonscriptions. Ajoutons que nous ne nous faisons pas d'illusion sur les résultats : aucun de nos candidats ne sera élu et le nombre de nos voix sera insignifiant. Comment pourrait-il en être autrement en effet dans un système politique où le succès est lié au spectacle et à l'utilisation massive des moyens de publicité les plus sophistiqués : un candidat aux législatives doit dépenser entre dix et trente-cinq millions d'anciens francs ; nos militants qui se présenteront disposeront, eux, dans la plus optimiste - qui n'est pas pour l'instant la plus probable des hypothèses - d'un million et demi d'anciens francs chacun.

Dès lors, on peut se demander pourquoi nous nous lançons dans la bataille. Tout simplement parce que notre faiblesse financière

est compensée par notre lucidité en ce qui concerne la nature de cette bataille : nous ne cherchons pas à faire un score, ne demandons pas de voix, ne sommes pas saisis par le moindre prurit électoraliste contrairement à tant de partis marginaux, notamment à l'extrême droite. Le nombre de voix final, quel qu'il soit, ne nous intéresse pas.

En revanche, nous aurons eu le loisir durant la campagne des législatives de poursuivre un triple travail :

— D'abord soulever les vrais problèmes qu'occultent ou que déforment les partis. Nous ferons ressortir que la société de manipulation confisque au peuple, théoriquement souverain, les pouvoirs qui devraient être les siens dans sa vie quotidienne : ni dans l'entreprise, ni dans la ville, ni dans la région le Français n'est traité en citoyen adulte.

En revanche, on lui demande d'arbitrer entre vedettes du hit-



rade politique qui jouent une partie truquée. Contester la règle du jeu politique tel qu'il est imposé aux Français sera notre première tâche.

— nous avons par ailleurs choisi de nous attaquer à certains hommes qui sont particulièrement symboliques de tout ce que nous combattons. Jean-Jacques Servan-Schreiber, et Jacques Médecin se verront ainsi opposer des candidats royalistes. Le premier parce qu'il est, depuis le début de sa carrière politique, le héros du renoncement national, de la dissolution de la France dans une Europe mythique et de son inféodation aux Etats-Unis. Le deuxième parce qu'il est le type même du notable local qui s'est constitué une clientèle politique en acceptant les fréquentations et les compromissions, électorales comme financières, les plus douteuses.

— enfin nous chercherons au cours de cette campagne à affirmer la présence royaliste et à renforcer l'implantation d'un certain nombre de nos responsables locaux. Le royalisme ce n'est pas un discours abstrait et impersonnel sur la cité, c'est avant tout un témoignage personnel. Il n'est

donc pas indifférent que ce soit Régine Judicis, conseillère municipale d'Epinal et enracinée à ce titre dans la vie du pays réel lorrain, qui combatte le gyrovague J.J.S.S. qui séduisit un jour à l'esbrouffe les électeurs nancéens. Et il est du plus haut intérêt que ce soit Nicolas Lucas, un militant syndicaliste connu comme tel, qui porte nos couleurs à Angers.

Autrement dit, nous allons, une fois de plus, nous servir du système pour le combattre. Mais la partie qui commence ne sera pas aisée. Dans une vie politique dominée par la bi-polarisation, on n'aime guère en effet les trouble-fêtes, et nos militants doivent savoir qu'on ne leur fera guère de cadeaux sur le terrain. Ensuite parce que le poids de la campagne pour les sections qui présenteront des candidats sera lourd ne serait-ce que sur le plan financier. C'est donc à un effort de solidarité avec ceux de nos militants qui s'engagent le plus dans la bataille des législatives que nous vous appelons, amis lecteurs. Et nous savons que cet appel est toujours entendu de vous.

Arnaud FABRE.

## nos candidats 1<sup>ère</sup> liste

Nice 20 - circonscription de Jean Médecin - Monet Patrick.  
Nantes 20 - Bertrand Renouvin.  
Angers 20 - Circonscription de Jean Foyer - Nicolas Lucas.  
Lille - Circonscription de M. Segard - Gérard Leclerc.  
Nancy 10 - Circonscription de M. Servan Schreiber - Mme Judicis.  
Rouen 10 - Philippe Cailleux.  
Versailles sud 60 - Michel Giraud.  
Vendée 40 - Circonscription de M. Ansquer - François Guerry.

Tous nos lecteurs de ces régions, désireux de nous aider dans cette campagne, sont priés de prendre contact avec nous dès aujourd'hui. Nous comptons absolument sur votre aide. Des comités de soutien sont en formation, venez vous y inscrire.



VIENT DE  
PARAITRE

SPÉCIMEN : 2 F.

ABONNEMENT : 10 F.

C.C.P. ROYALISTE

18 104 06 N Paris



# le "système scolaire" en question

Les travaux préparatoires au lancement d'une cellule « éducation » au sein de la N.A.F. ont inspiré à Jean-Pierre Lebel un certain nombre de réflexions. Réflexions à brûle-pourpoint qui n'ont d'autre objet que de relancer le débat sur les problèmes de l'éducation.

Voilà maintenant cinq ans qu'à la N.A.F. nous avons découvert à la fois Ivan Illich et Michel Foucault. Découverte qui nous a amenés à reviser quelque peu les préjugés que nous avions en matière scolaire. Illich nous a appris que la pan-scolarisation était un moyen de chasser tous les individus d'une nation en fonction d'un seul type de culture : la culture « humaniste-bourgeoise » telle qu'elle s'est exprimée dans la philosophie des Lumières. Cette utilisation massive de l'école comme instrument d'acculturation aboutit à détruire les traditions orales et à exproprier de leur passé les milieux populaires. Dans le même temps Michel Foucault nous aidait à découvrir ce que le système de pouvoirs mis en place à l'âge classique, de la prison à l'asile en passant par l'école, avait eu pour résultat d'enserrer la société dans un réseau subtil de contraintes qui tua subrepticement la joie créatrice de l'âge baroque.

Le mérite de pensées aussi radicalement contestatrices est de dénuder brutalement les lignes de faite d'un système scolaire qui de plan Langevin Wallon en réforme Haby semble au public de plus en plus complexe et inextricable. Mais leur parti pris délibérément iconoclaste ne doit cependant pas être accepté sans réserves.

## ILLICHIENS, MAIS... !

D'abord parce qu'il fait bon marché des apports positifs introduits dans les sociétés d'Europe occidentale par l'alphabétisation et la scolarisation massives. Le développement des collèges jésuites, la multiplication dans nos campagnes des « petites écoles » au XVII<sup>e</sup> siècle et XVIII<sup>e</sup> siècle cela aboutit peut-être à « surveiller et punir » mais cela permet également la christianisation en profondeur d'une société française dont la religion au Moyen-Age se réduisait le plus souvent à un paganisme brutal sommairement « encadré » par le rituel chrétien. Par ailleurs, la tradition cette mémoire de l'éternité pour reprendre l'expression de Pierre Chaunu peut-elle se passer du recours massif à l'écrit qui multiplie les capacités d'enregistrement du cerveau humain ?

Allons plus loin : les cultures populaires traditionnelles ne subsistent plus sauf exception qu'à l'état résiduel. Notre peuple a basculé massivement dans la civilisation de l'écrit. Cette mutation était à peu près terminée à la veille de la seconde guerre mondiale. Depuis une vingtaine d'années en revanche nous nous trouvons confrontés à l'apparition d'une nouvelle culture orale : celle



qui est dispensée par les grands moyens de communication de masse : radio et télévision. Mais cette « culture » est grosse de dangers dans la mesure où la présence obsédante de l'image dispense les téléspectateurs de faire un effort et où télévision risque facilement de rimer avec manipulation. Le seul antidote à ce danger réside justement dans le développement du sens critique et du raisonnement. Et ce développement passe par une maîtrise de la lecture et de l'écriture de notre langue.

A cet égard nous n'hésiterons pas à nous proclamer résolument réactionnaires par rapport aux fantaisies pédagogiques imbéciles qui, de la lecture globale à l'étude des bandes dessinées dans un cours de Français en seconde, aboutissent à produire à la chaîne des illettrés. Il faudrait dans nos écoles un peu moins de spontanéisme, de maïeutique au petit pied, d'encyclopédisme dans les programmes et davantage de rigueur chez les enseignants dans la transmission de l'art de penser.

Cela passe — pourquoi avoir honte de le dire — par des dictées, des conjugaisons, l'étude de la grammaire et celle des textes de notre littérature. Et ces mécanismes ne peuvent être inculqués que par l'école et à l'école.

## FAIRE ECLATER LA RUE GRENELLE

Mais cela ne veut pas dire que les mêmes méthodes, les mêmes rythmes, la même progression doivent être utilisés pour tous les élèves. Le souci de rigueur peut se marier avec une réelle diversité dans les programmes,

voire la durée de la carrière scolaire de chaque élève. Il est vrai que cette conciliation est plus facile à prôner verbalement qu'à mettre en acte. Du moins une décentralisation de l'enseignement peut-elle y contribuer. Pourquoi ne pas envisager par exemple au niveau du département ou de la région la création d'offices d'éducation gérés par les enseignants, les parents d'élèves les organisations professionnelles et les élus locaux. Ces offices pourraient dispenser directement l'enseignement où le déléguer à des institutions éducatives créées par des particuliers, des associations socio-culturelles, des communes etc... Dans ce dernier cas les offices auraient surtout pour rôle de délivrer un agrément et en quelque sorte un label de qualité. On aboutirait de la sorte à l'éclatement du ministère de l'Éducation nationale qui trop lointain et bureaucratique est incapable de contrôler sérieusement le travail fourni par ses 900 000 employés.

Enfin le système scolaire pourrait être rendu plus souple donc plus efficace si l'on acceptait de substituer à la notion de scolarité obligatoire, celle de crédit d'éducation. Il n'est pas très grave de faire quitter l'école à un enfant de douze ans, rétif aux études, si celui-ci mûri par quelques années de vie professionnelle peut à vingt ou vingt-deux ans bénéficier d'un complément de formation. Ce risque de gâchis serait en tout cas bien moindre qu'avec l'absurde système actuel de l'école garderie pour tous jusqu'à seize ans. Il nous faudra y revenir.

Jean-Pierre LEBEL



par  
Gérard  
leclerc

## avec les capétiens, toujours raison garder.

La vieille devise capétienne retrouvera toujours un sourire de jeunesse, en période de fanatisme, ou même de doute. Dans son air de tranquille humilité, elle pourrait bien céler une certaine dose d'audace et même d'impertinence. En ce moment, où le pessimisme le dispute à la superbe, elle est portée par une mesure, donc un rythme, une cadence où l'on devine de la malice, de la tendresse et plus que de l'espoir... Rien à voir avec la Raison avec un grand R, on ne sait quelle ridicule prétention à un savoir absolu. S'il faut pour la définir se montrer un peu cuistre, on évoquera peut-être la morale provisoire de René Descartes, l'empirisme organisateur de Charles Maurras, ou simplement la prudence de Saint Thomas d'Aquin. Cette prudence-là n'a rien de commun avec les prétextes des timorés. Très exactement elle circonscrit la vertu des hommes d'action.

Raison garder, pour se sauver des folies de la raison. Ces folies là ont nom idéologie. Elles constituent — Soljenitsyne l'a lumineusement montré — le facteur multiplicateur qui a produit la démesure des camps et des charniers de ce siècle. On pourra aussi évoquer le fanatisme, et Jean Elleinstein pour sauver la mise du marxisme rappellera l'Inquisition. Les historiens pourront rétorquer que « question multiplication » les proportions ne se comparent pas. Mais il me semble qu'entre idéologie

et fanatisme il y a différence de domaines. L'idéologie qui a rapport avec ce monde, en donne une définition achevée, en formule un système clos tandis que le fanatisme qui a rapport avec l'absolu fait passer pour impératif catégorique la passion du pouvoir ou quelque vice secret. On raffinera sur les concepts, leurs limites, leurs oppositions ou ressemblances. Afin de redescendre sur terre, je préfère donner deux exemples récents où s'est exercé l'idéologie et le fanatisme.

### PROCES STALINIEN

Au lendemain de la disparition de Baader et des siens, Bertrand Renouvin donne une tribune libre (I) au *Monde* où après avoir condamné sans appel le terrorisme meurtrier, il s'interroge sur les causes profondes de pareille démesure. Il explique le nihilisme de la société allemande, la profonde déreligion de la jeunesse... Beaucoup le comprennent. Il reçoit des lettres fort émouvantes qui renforcent sa conviction intérieure... Mais d'un autre côté c'est le déchaînement. On l'accuse de cautionner le crime. *Minute* et *Rivarol* se distinguent dans le vacarme. Somme toute, comme par dérision, c'est à un mime de procès stalinien que nous assistons. On accuse sans preuve : *vous vous attendrissez sur les assassins, vous êtes indifférents aux victimes*. Ce qui de toute évidence est faux. Mais peu importe l'argument a une force singulière. Suit le syllogisme impitoyable : *trouver des excuses au criminel c'est le pousser à agir, or ..., donc vous soutenez le criminel*. Ce qui peut se formuler plus concrètement encore : *vous pensez qu'être enfermé pendant vingt-cinq ans dans un camp de réfugiés peut révolter de jeunes palestiniens. Or ces jeunes palestiniens prennent en otage les passagers des avions qu'ils détournent. Donc vous êtes partisans des prises d'otages*. Et implicitement : *vous êtes dignes du même sort que les criminels*.

Autre exemple : dans ce journal (2), à propos de la même affaire, je tente d'expliquer à l'aide de Dostoïewski, comment l'idéaliste peut se transformer en assassin, par quels chemins la passion de la justice produit l'injustice la plus féroce. Qu'importe ! Ayant évoqué un court instant la dure beauté des masques tragiques de justiciers à qui je conteste leur justice, je suis accusé de complaisance... Evidemment avoir osé évoquer une possible rédemption !

Il y a idéologie dans la mesure où la raison distingue rigoureusement justes et injustes, saints et salauds. *Deux camps, je suis de l'un — Vous n'êtes pas du nôtre*. Qui n'est pas communiste est forcément fasciste. Et inversement. L'Evangile qui pourtant semble s'y connaître en sainteté a, lui, des prudences peu croyables. Il préfère attendre la fin du monde pour séparer le bon grain de l'ivraie. Nos contemporains n'ont pas cette coupable prudence. Dès l'origine, le criminel est marqué au front. Avant même d'avoir commis sa faute, il est réprouvé.

Le fanatisme se déploie là où la morale établit ses normes ou reçoit ses références : vérité, justice. Le fanatique s'établit directement un rapport avec les valeurs absolues, et se constitue leur obligé médiateur. L'idéologie vient d'ailleurs souvent au secours du

fanatisme dans la mesure où elle produit un système bétonné de certitudes grâce auxquelles vont s'allumer les tricheries.

### UNE RAISON CAPETIENNE

Ce qui en un temps comme le nôtre rend le précepte capétien singulièrement précaire c'est que le terrorisme et l'ordre policier se confortent mutuellement. Idéologie et fanatisme apparaissent de part et d'autre et ne font que s'exaspérer dans une spirale de passions et de violences. La possibilité d'échapper à la démesure devient problématique. Il n'est pas sûr que l'existence d'un pouvoir moral intellectuel constituera toujours un secours. Que les intellectuels organiques chers à Gramsci se substituent à nos vieux humanistes, n'est pas pour me rassurer. Dans un article récent du *Monde*, Bertrand Poirot Delpech s'en console en citant un mot douteux de Valéry : « préposé aux choses vagues ». On verra si demain les peuples ne préféreront pas ces préposés là aux technocrates aux idées nettes et distinctes.

Michel Foucault nous donne une analyse stratégique fort remarquable des réseaux de pouvoir où la vérité se trouve prise comme enjeu. Juste et nécessaire désintoxication par rapport à l'idéalisme bourgeois où cette vérité appartenait à un empyrée inviolable. Mais qu'allons-nous devenir dans cette incessante lutte où les point d'inflexion ne seront pas égaux ? Serons-nous condamnés à jouer ou être joués ?

Notre pari royaliste s'inscrit comme un défi dans cet univers impitoyable. Il paraîtra dérisoire aux habiles. Pensez. Il s'adresse à l'humilité d'un homme, à sa nudité, sa radicale pauvreté d'être mis à part, consacré pour cela, voué à la justice dès sa naissance non pour instaurer le royaume des fins mais pour le servir. Le roi n'est par origine ni du côté de l'idéologie : le mode singulier de dévolution de son pouvoir lui fait tourner le dos à toutes les idéologies d'aujourd'hui, ni du côté du fanatisme : établi de père en fils pour ménager le royaume d'ici-bas, le feu d'un Savonarole a peu de chance de le dévorer comme il dévore les ambitieux de la fortune, et les fabricants d'utopie. La vérité et la justice sont par rapport à l'appareil de son pouvoir en situation privilégiée si on compare cet appareil à ceux des autres puissances qui le concurrencent.

« Raison garder » c'est le souci essentiel d'un roi. Au-delà ou en deça des systèmes, des faux absolus, la vérité et la justice lui sont une garde. Cela paraîtra peu ambitieux, terne, limité. Est-ce si sûr ? Comme la petite fille espérance de Charles Péguy, la devise capétienne nous devance sur nos chemins, sans forfanterie, sans arrogance, sans prétentions, mais d'un bon pas, sans s'en laisser compter, avec une joyeuse prescience. Demain sera meilleur qu'hier. Parce que l'avenir se construira loin des dérisions de l'absolu.

Gérard LECLERC

(1) Reproduite dans la « lettre royaliste » n° 256, destinée aux abonnés de Royaliste

(2) Royaliste n° 256 : « Comme la justice est violente ».



# 'mohamed, prends ta valise

« Mohamed fais ta valise » C'est le fin mot qui peut résumer l'esprit de la circulaire Stoléro destinée à limiter l'immigration étrangère. Dans l'intérêt des immigrés? Bien sûr que non! Pour celui des travailleurs Français? Même pas!

« La France et les pays occidentaux ont, depuis la crise de 1973, changé d'époque.

A la période de vingt ans de forte croissance durant laquelle de nombreux travailleurs immigrés sont venus apporter leur contribution au progrès économique, succède une période de croissance modérée qui s'accompagnera, dans les dix à quinze prochaines années, d'une diminution des travailleurs immigrés en Europe.

Le gouvernement français accompagne cette nécessaire évolution d'une politique d'aide au retour fondée sur le libre choix des travailleurs immigrés et le respect de l'égalité de leurs droits avec ceux des travailleurs français.

En fermant ses frontières à l'entrée de nouveaux travailleurs immigrés, il ne diminue en rien ses efforts bien au contraire, pour améliorer l'insertion sociale de ceux qui demeurent et travaillent légalement en France.

Ainsi se dessine une politique qui respecte à la fois les intérêts des Français, la dignité et les droits des travailleurs immigrés. Signé : Lionel Stoléro.

Cette circulaire accompagne le dossier d'information remis par le ministère du travail, expliquant les dernières mesures gouvernementales sur le sort des travailleurs immigrés.

Quelles sont ces mesures? Elles visent, comme l'explique le secrétaire d'Etat, à réduire le nombre de travailleurs immigrés dans notre pays. Pour cela, les frontières se ferment à de nouveaux immigrants et une « aide au retour » à double aspect — financier et professionnel — est prévue.

Une prime de 10 000 francs est offerte aux travailleurs immigrés qui acceptent de retourner dans leur pays d'origine, en même temps qu'une « formation-retour » est proposée, « destinée à faciliter aux travailleurs immigrés qui le souhaitent l'acquisition d'une qualification professionnelle leur permettant de contribuer efficacement au développement économique de leur pays d'origine ».

On le voit, Monsieur le secrétaire d'Etat n'est pas un sauvage!

## UN MALTHUSIANISME PERNICIEUX

Pourtant, le samedi 19 novembre, ils étaient plusieurs centaines d'heureux bénéficiaires à manifester, boulevard Barbès à Paris.

« Non au célibat forcé, nos familles avec nous »... « Non au million, non à la division »... « Français, immigrés, égalité des droits »...

Les mesures de Monsieur Stoléro n'ont pas l'air, ici, d'être aussi parfaites que sur le papier.

« Ainsi se dessine une politique qui respecte à la fois les intérêts des Français et la dignité et les



droits des travailleurs immigrés ». Il faut être au moins secrétaire d'Etat pour savoir autant mentir en si peu de mots!

« Les intérêts des Français »? C'est vrai, pourquoi ne pas en parler? Mais d'après M. Stoléro, cela signifie que tous ces vilains immigrés viennent manger le pain des Français chez eux. L'une des raisons du chômage viendrait du fait que les emplois sont pris par des étrangers. L'ennui, c'est que cette idée est dépourvue de tout fondement, de toute réalité. Car la plupart des emplois occupés par les travailleurs immigrés sont des emplois dont les Français ne

veulent pas. Le départ des immigrés ne se traduirait pas par une diminution sensible du chômage mais risquerait de désorganiser certains secteurs de l'économie qui reposent essentiellement sur une main-d'œuvre étrangère. Allons plus loin : une politique de réduction brutale du nombre des immigrés peut-être génératrice de chômage : si une branche industrielle — l'automobile par exemple — faute de main-d'œuvre, est contrainte de réduire sa production, cette récession se répercutera sur le reste de l'économie nationale... et provoquera des licenciements en chaîne. Quant à croire que nos chômeurs sont polymorphes et polyvalents et pourraient à volonté remplacer un immigré expulsé quelque soit le travail que celui-ci exerçait c'est une vue de l'esprit. On comprend mieux dès lors le directeur des houillères de Lorraine lorsqu'il déclare que la limitation de la main-d'œuvre étrangère serait « catastrophique pour l'économie française (1).

Mais qu'est-ce qu'une déclaration perdue parmi la propagande acharnée du gouvernement pour accréditer une idée totalement fausse? Surtout quand cette idée est facile à comprendre, et comode à accepter.

## IMMIGRES : L'INSECURITE PERMANENTE

« La dignité et les droits des travailleurs immigrés »? Quelle dignité? Quels droits effectivement reconnus et protégés? La dignité de se voir contrôlé dans les couloirs de métro, d'être fouillé devant une mitrailleuse braquée? Dignité d'être parké dans

### PAROLES DE MINISTRES...

« L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale ». Georges Pompidou, premier ministre, septembre 63.

« L'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile, car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre ».

M. Jeanneney, ministre du travail, 29 mars 1966.

« Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs, mais où il y a 2 000 000 de travailleurs immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble. »

Jacques Chirac, Premier ministre, 19 février 1976.

« Pourquoi se le cacher? La situation de l'emploi en France a un aspect absurde : il y a un million de chômeurs, mais dans le même temps, il y a deux millions de travailleurs immigrés dont un certain nombre, non négligeable, disposent de ressources plus élevées que certains salariés du secteur tertiaire si recherché ».

M. Durafour, ministre du travail, 10 février 1977.



des foyers aux règlements illégaux, et de pouvoir en être expulsé pour les motifs les plus variés : « activité politique, introduction de livres, images, tracts, affiches anti-français ou obscènes » « mauvaises mœurs » « mauvaise tenue »... Est-ce prendre en compte la dignité des travailleurs immigrés que d'accepter que les gérants des foyers puissent entrer quand ils le veulent de jour et de nuit, dans les chambres des résidents ? Est-ce respecter la dignité des travailleurs immigrés que d'interdire à leurs familles de venir les rejoindre en France ? En permanence, ni leurs droits ni leur dignité ne sont respectés. Et, pas plus dans les mesures récentes de M. Stoléro, sinon encore moins que d'habitude. Car ce fameux million de centimes, brandi à bout de bras par le gouvernement, et proposé à l'opinion comme garant des « bonnes manières » de nos dirigeants, est en fait inférieur au montant cumulé des prestations de chômage et de sécurité sociale auxquelles les intéressés auraient droit, en moyenne, s'ils restaient en France.

Merci Monsieur Stoléro !

Comme on les charge de tous les crimes, on oublie ou étouffe ceux dont les travailleurs immigrés sont victimes. Prenons un exemple.

L'affaire se passe à Flers-de-l'Orne. Quatre algériens entrent dans un bar. Le tennancier refuse d'accepter ceux qui pour lui

ne sont que des « bougnoules ». Protestations des quatre algériens. A ce moment, un consommateur français Christian Duchemin s'écrie « j'vais les flinguer », et va chercher sa carabine chez lui. Il revient et la décharge quatre fois sur Boumedienne Boufelja, qui restera paralysé à vie. Le 16 novembre 1976, la cour d'assise d'Alençon a acquitté Christian Duchemin sous les applaudissements de l'assistance et l'a seulement condamné à verser une indemnité à sa victime.

La justice est impartiale, comme chacun sait...

Mais cette insécurité ne concerne pas seulement des cas aussi exceptionnels que celui-ci. Beaucoup plus fréquents sont les incendies parfois criminels, parfois

dûs au manque de sécurité de « ces endroits à sommeil », le plus souvent plus ou moins clandestins. Entre le 11 août et le 29 septembre 1976, quatre incendies d'hôtels essentiellement habités par des immigrés ont donné un bilan de 21 morts et 16 blessés.

### LES ESCLAVES MODERNES

Enfin, dans le travail, les travailleurs immigrés sont très fréquemment victimes de pratiques illégales et discriminatoires. Les refus d'embauche en raison de la nationalité sauf si les conditions semblent inacceptables pour un Français sont monnaie courante,

### ACCIDENTS DU TRAVAIL

Alors qu'ils représentent 11,3 % de la population active, salariée, les travailleurs immigrés sont victimes de 22 % des accidents du travail.

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, les immigrés constituent 25 % des effectifs. 40 % des accidents graves frappent les travailleurs immigrés.

Deux raisons à cela :

- Les secteurs considérés comme dangereux emploient la plus forte proportion d'immigrés.
- Les immigrés sont pour la plupart d'origine rurale et ne reçoivent aucune formation professionnelle avant d'être affectés à un poste. D'autre part, les règlements de sécurité affichés sur les chantiers ou dans les usines sont très rarement traduits dans les langues des immigrés.

Les maladies professionnelles sont, pour leur part, très souvent liées aux emplois donnés aux immigrés : par exemple, 90 à 95 % des cas de silicoses graves les concernent (2).

de même que le regroupement des étrangers dans des ateliers distincts où ils feront les travaux les plus pénibles. De la même façon, il existe une discrimination certaine en matière de salaires et de primes, à l'encontre des travailleurs immigrés. En effet, la proie est tentante, et facile, pour certains patrons : ils ont là une main-d'œuvre qui ne connaît pas le droit du travail, qui est mal à l'aise de fait de sa mauvaise connaissance de la langue, une main-d'œuvre la plupart du temps inorganisée. Les risques à courir sont faibles, et l'intérêt important. Alors, pourquoi se gêner ?

C'est ainsi que l'on se dispense de remettre des feuilles de paye, d'inscrire l'employé à la sécurité sociale, que l'on peut payer les heures de travail à un taux inférieur à celui stipulé dans le contrat ou au S.M.I.C. C'est ainsi que l'on peut licencier sans préavis, et refuser de remettre aux travailleurs licenciés ou démissionnaires le certificat « libre de tout engagement ». Bien sûr, les immigrés munis d'un titre de travail régulier peuvent se plaindre à l'Inspection du travail. Mais il est rare que les infractions commises et signalées soient sanctionnées comme il se devrait. Les peines sont la plupart du temps insignifiantes et se réduisent le plus souvent à quelques centaines de francs pour des infractions aux règles de la sécurité pouvant entraîner la mort !

Par contre les immigrés risquent fort d'être licenciés s'ils décident de se plaindre, d'organiser un syndicat ou de faire grève, comme on a pu le voir dans l'entreprise Monin de Lyon à la blanchisserie Elis de Boulogne-Billancourt et dans l'entreprise Bourge de Forges-les Bains, au cours des six premiers mois de cette année.

Heureusement, au ministère du travail dont ils dépendent administrativement, on insiste bien sur le fait que les travailleurs immigrés ont les mêmes droits que les Français, que leur dignité est le souci constant du gouvernement...

Au point même que les ministres en perdent la leur, en même temps que celle du pays qu'ils sont censés diriger.

André ROY

(1) « Le Monde » du 22 juin 1977.

(2) Nous remercions la CIMADE pour l'aide qu'elle nous a apportée dans la réalisation de cette enquête.



lire

## penser le politique



Une réflexion qui s'inscrit dans la continuité d'une pensée rigoureuse remontant à Hannah Arendt en passant par Claude Bruaire.

Renaissance de la réflexion sur l'Etat? On ne peut en douter à lire les articles qui paraissent dans la presse politique depuis plusieurs mois (1). Pourtant cette réflexion n'a jamais cessé : en témoigne cette importante étude (2) de Jean-William Lapierre, qui s'inscrit dans la continuité d'une pensée rigoureuse que l'on peut faire remonter à Hannah Arendt, en passant par Claude Bruaire.

Le mérite des travaux de Jean-William Lapierre est de s'appuyer sur les données les plus récentes de la biologie, de l'ethnologie, de la sociologie et de l'histoire, s'efforçant ainsi, loin des mythologies et des utopies d'hier et d'aujourd'hui, de répondre à la question fondamentale : pourquoi l'Etat?

Lorsque les maîtres-penseurs voulaient montrer le bien-fondé de leurs théories politiques, rares étaient ceux qui n'établissaient pas de parallèle entre sociétés animales et sociétés humaines. La conséquence logique de cette démarche fut de se demander si le pouvoir politique n'avait pas un fondement biologique. Ici, le mérite de l'auteur est d'éliminer un grand nombre d'erreurs. Dues, essentiellement, à l'usage abusif de concepts politiques dans l'analyse des sociétés animales. La notion de meneur, comme celle de coordination des mouvements est totalement absente des sociétés animales. L'existence d'un « chef » dans cette société n'est pas fondée sur une différence anatomique, mais sur une inhibition physiologique. Il n'y a pas de société animale, juste un vague rapport de domination-soumission qui existe dans les sociétés humaines mais parallèlement à la relation d'autorité. Or, c'est bien cette relation d'autorité qui fait de l'espèce humaine la seule espèce animale qui vive en société

et la seule dans laquelle réside le politique. Mais l'ethnologue peut protester contre ces conclusions hâtives et avancées face à elles, les exemples de sociétés sans chef, image mythique d'un « communisme » primitif.

Pourtant, même ces sociétés ne sont pas exemptes de toute forme d'autorité, ni d'ascendant personnel, ni de toute forme de coercition. Il y a l'âge et surtout le sexe qui provoquent un début d'organisation politique. Tout geste fait appel à une décision, un choix que l'on légitime consciemment ou non.

Toute société humaine a pour fondement une légitimité. Elle seule, permet à ces sociétés de s'adapter et de progresser. Mais qu'entend-t-on par innovation sociale? Certes pas « les changements sociaux observés chez les Indiens Caissgangs du Brésil, ou chez les Pygmées Bakas du Cameroun Oriental, pas plus que le changement dans la continuité sous le septennat de VGE ». Tout se passe en effet comme si les sociétés technocratiques modernes, n'étaient pas plus que les sociétés primitives, capables de se développer en transformant radicalement leur organisation. Et l'auteur oppose à cet état de fait l'exemple de la Grande-Bretagne qui a dû sa grandeur passée à la coexistence de la légitimité monarchique et de forces profondément révolutionnaires. Exemple à méditer même si pour nous la société britannique n'est pas un modèle à imiter aveuglément.

José MACE

(1) Voir « problèmes du socialisme » dans « La Presse au crible » de ROYALISTE, numéro 259.

(2) Jean-William Lapierre — Vivre sans Etat? Ce livre peut être commandé au service librairie du journal : franco 64 F.

## autres visages de l'impérialisme

L'impérialisme agro — alimentaire. On le connaît. On en parle peu. Un excellent ouvrage vient donner l'exacte mesure du danger.

Le problème soulevé par Gérard Garreau dans son ouvrage « L'agro-business » (1), met en lumière une réalité dont l'importance est souvent mal perçue : la question vitale de l'alimentation à l'échelle planétaire et l'enjeu formidable que cela représente pour les intérêts des groupes capitalistes multinationaux. La faim est-elle donc devenue objet d'exploitation, de chantage et de manœuvres politiques à grande échelle, à l'instar des besoins d'énergie? Qu'on en juge : on s'oriente vers le contrôle de 50 % de l'alimentation mondiale (de 75 % si l'on excepte les pays communistes) par 200 à 300 firmes gigantesques dont les deux premières, Unilever et Nestlé, sont d'origine européenne, mais qui sont dans bien des cas des multinationales américaines. La stratégie de mainmise est la suivante : tout d'abord, la puissance d'un groupe viendra des multiples regroupements et prises de contrôle effectués au cours des années. Ce processus aboutit d'ailleurs à ce que les firmes alimentaires consacrent une partie importante de leurs activités à des domaines industriels extra-alimentaires. Puis le groupe s'assurera le contrôle de la production en acquérant des centaines de milliers d'hectares dans les pays en voie de développement (cas typique : l'Amazonie). Enfin, au niveau de la distribution, un réseau serré de centres commerciaux est exploité.

La puissance que représente cette situation d'oligopole est considérable. Ces groupes peuvent faire varier les cours des changes dans le sens qui leur est favorable par de massifs mouvements de capitaux, et ainsi déstabiliser des monnaies. La situation dominante des Etats-Unis leur permet

de se livrer à un chantage qui peut aboutir à un troc gigantesque : céréales contre pétrole. Pour parer à cette domination absolue, la CNUCED (Nations Unies) a préconisé la constitution et le financement de stocks de produits alimentaires essentiels. Réaction immédiate d'Unilever et chantage au désinvestissement massif dans les pays du Tiers-Monde. Car le Tiers-Monde est une proie « privilégiée » des multinationales alimentaires : les flux d'investissements se dirigent de préférence vers ceux de ces pays soumis à une dictature, généralement facile à corrompre (de même, la Grèce des colonels fut l'objet d'un monopole colonial pour le lait de la part de Nestlé). En outre, l'exploitation de la production ne s'embarrasse pas des besoins alimentaires des indigènes et bouleverse les structures agricoles du Tiers-Monde. La France, mieux protégée par certains textes, n'échappe pas aux regroupements de toutes sortes, sources de ruine pour les PME et les « O.S. de l'agriculture » endettés.

Gérard Garreau fait un fort bon diagnostic. Mais il ne préconise pas de remèdes : il ne le peut pas. Aucune stratégie de défense n'a vraiment été élaborée. Force est de s'en remettre aux instances internationales pour régler le problème à cette échelle. Mais lorsqu'on sait le jeu équivoque joué, par exemple, par la FAO (Nations Unies), on devine les limites étroites que connaîtrait toute tentative de solution de ce côté-là.

Jacques DESTOUCHES

(1) Gérard Garreau : L'agro-business (Calmann-Lévy). Adressez vos commandes au service librairie du journal : franco 57 F.



enquête

# vivre en lorraine

La Lorraine est en crise. Ses usines textiles ferment les unes après les autres et sa sidérurgie connaît des difficultés énormes qui se résument en deux chiffres : il faudrait 25 milliards d'investissements dans les deux prochaines années, alors que ses « recettes » ne dépasseront pas 3 à 4 milliards.

Les causes de cette situation catastrophique sont connues : concurrence du fer de Mauritanie, dumping pratiqué par les sidérurgistes japonais, mauvaise gestion, vieillissement de l'industrie textile incapable de faire face à la concurrence des fibres synthétiques, stratégie des firmes multinationales qui ferment Montefibre pour s'installer en Union soviétique ou qui exploitent le fer lorrain à partir du Luxembourg : tandis que la sidérurgie fait faillite à Hayange, telle société prospère au Luxembourg parce que les trains de minerais chargés dans les mines françaises sortent dans ce pays... Telle est l'absurde logique du capitalisme libéral.

Les conséquences sont graves : devant la faillite de l'industrie régionale, les Lorrains sont obligés d'aller chercher du travail dans d'autres régions (beaucoup sont partis à Fos) ou dans d'autres pays : c'est ainsi que 75 000 travailleurs frontaliers vont chaque jour travailler en Allemagne. **Déracinement** qu'on masque sous les nobles formules de « libre circulation des hommes » — d'hommes devenues des marchandises soumises à la loi de l'offre et de la demande — et de « mobilité de l'emploi » — une mobilité qui se fait sous la contrainte puisqu'il n'y a d'autres choix que l'exode ou le chômage.

**Colonisation** aussi car cette région malade subit de plus en plus la domination de son florissant voisin. D'abord parce qu'on a tout fait pour orienter la Lorraine vers l'Allemagne au niveau des voies de communication : c'est la canalisation de la Moselle, alors qu'une liaison Est-Sud était possible. C'est aussi — petit fait

qui en dit long — le raccordement de l'autoroute de l'Est avec Sarrebruck, réalisé avant la liaison avec Nancy. D'où l'emprise allemande sur la Lorraine : déjà 50 000 résidents allemands vivent dans cette région et les créations industrielles sont effectuées à 75 % par des capitaux d'Outre-Rhin.

Mais les chiffres expriment mal les aspects humains de la crise lorraine : dans cette région le développement économique s'était accompagné d'un enracinement réel des travailleurs qui, en achetant les maisons individuelles construites autrefois par le patronat, manifestaient leur volonté de vivre au pays. Et voici que ce lourd investissement financier, qui était en même temps en investissement affectif se trouve remis en question parce que l'Etat est incapable de créer sur place de nouvelles activités, et surtout faute d'un pouvoir régional qui aurait su prévoir — mieux qu'un technocrate parisien et mieux que le démagogue qui sévit à Nancy — les transformations économiques à accomplir.

Ce qui est en cause, aussi, c'est l'intégration réussie des travailleurs étrangers en Lorraine. Car il y a une Lorraine qui parle italien, il y a des communes lorraines où 90 % de la population est d'origine étrangère — qu'il s'agisse d'immigrés ou de personnes naturalisées. Après un siècle de luttes, ces travailleurs étrangers connaissaient enfin l'espoir d'une libération : ils avaient, eux aussi, acheté leur maison (souvent à prix d'or à cause de la spéculation), et ils étaient sur le chemin d'une réelle « déprolétarianisation » : après le malheur de l'exil, ils



éprouvaient la joie de faire à nouveau partie d'une communauté. C'est cela que le capitalisme est en train de détruire, provoquant à nouveau le déracinement d'hommes et de femmes qui connaissent, déjà le coût d'une migration... Ceux-là partiront, pour respecter la sacro-sainte « mobilité de l'emploi », pour se fondre dans les masses grises de l'euro-prolétariat.

Ainsi meurt la Lorraine qui avait su accueillir d'autres peuples parcequ'elle était elle-même

à la rencontre de deux civilisations. A moins qu'elle n'achève de se rassembler, en dépassant ses affrontements stériles (Metz contre Nancy), dont Servan-Schreiber a scandaleusement joué. A moins qu'elle n'arrache à l'Etat la liberté de prendre en main son destin. A moins que la France toute entière décide d'en finir avec les « lois » d'un capitalisme sauvage et avec la mécanique infernale de l'Europe des trusts.

Groupe NAF-LORRAINE

## la mauvaise humeur

### J'INFORME La leçon d'une bataille Notre dernier journal

« J'informe » a cessé de paraître. D'où cette fable à la manière de Valéry-Giscard d'Estaing :

Il était une fois de braves garçons qui voulaient construire une maison. Une maison qu'on disait destinée à gêner un vieil et grand immeuble où pouvaient se retrouver, ce qui n'est pas tellement courant à notre époque, des gens venus de tous les horizons. Mais enfin, après tout, on peut bien construire les maisons qu'on veut.

La construction coûta cher : non seulement il fallait payer maçons et tapissiers mais encore offrir de larges tournées au tambour du village. L'argent filait mais on ne s'en souciait guère :

un brave homme de financier avait promis qu'il règlerait, rubis sur l'ongle, toutes les factures.

On mena donc grand train pendant quelques semaines. Puis, un beau matin, le financier décida d'arrêter les frais : une nouvelle danseuse lui coûtait fort cher. La maison fut fermée et on pria ses habitants de prendre la porte.

Les habitants ont perdu leur toit. Mais le financier n'a même pas perdu d'argent : sur son livre de comptes, les dépenses compenseront de trop gros bénéfices et le fisc sera, une fois de plus, chocolat. C'est ainsi que raisonnent les riches. Car peu leur chaut la misère du pauvre monde.

# l'autre amour

L'autre amour. L'autre livre. L'autre vie. Dans ses dérives, à tâtons entre l'horreur et le supportable du convenu, Michel Butel, malgré l'apparence placide de son regard de spectateur et sa tendre ironie, recherche, sous le poids du sommeil et de la mort une autre façon d'écrire et d'être.

Trois parties. Trois personnages. Il n'existe pas, dans toute la littérature, de livre mettant en scène plus de trois personnages. C'est l'auteur qui le dit. Qu'importe que cela soit vrai ou faux ?

D'abord il y a Van, qui comme le vent, passe, regarde, bouscule un peu et puis s'en fout. Pris par hasard, car il faut bien quelque-chose dans un obscur complot contre le chef de l'opposition, il s'en lasse et n'y agit que de l'extérieur. L'attentat a lieu. Van, néanmoins compromis, s'enfuit. Le temps passe. L'âme du complot, ex-ministre des Affaires Sociales, devenu Premier Ministre, lui offre de l'argent et une pochette de documents. Parmi ceux-ci un pistolet. Il s'en sert et se tue.

Puis Enneke, la jeune femme tendre et séduisante, actrice de son état, mal dans sa peau et dans son métier, assommée par les mondanités exigées. La mort de Van la lance dans la recherche

d'aventures corporelles douteuses, via les petites annonces. Elle aussi se suicidera en dépit de son union avec Guillaume le troisième personnage.

Et une troisième histoire, au ton nouveau débute. Courts chapitres du récit d'une enfance touchante et longs développements d'une crise politique qui se déroule. Guillaume est écrivain. Il a écrit, sans nom d'auteur « l'autre livre », puis deux récits. Auteur à la mode, on lui demande de prendre la direction d'un comité révolutionnaire. Car la France est entrée dans des violentes secousses politiques où gouvernement et opposition se déchirent. Etonnant combat, sans cause profonde, qui se passe comme une partie de jeu d'armes, uniquement par les nécessités de la stratégie. On a du mal à choisir entre l'un et l'autre adversaire : le vin qu'ils servent est du même tonneau. Guillaume résiste d'abord à cette division sommaire. Il dit des choses très intelligentes. Par exemple : « Donnons du désordre une idée nouvelle, celle d'une hésitation longue et peu dramatique, donnons au processus révolutionnaire, aux hommes comme aux institutions, la figure d'une adolescente rêveuse. »

Mais nécessité fait loi. Il se lance dans l'action. Une fois celle-ci

## Michel Butel



### l'autre amour

"Il s'appelle Michel Butel et vient de nous donner l'un des plus beaux romans de ces dernières années."

Bernard-Henri Lévy

terminée, selon une pratique, maintenant bien connue, il prend un pistolet et se tue.

Derrière ce petit tas de cadavres, il ne faut pas oublier les histoires très belles dans leur aura surréaliste, des deux girafes, du petit garçon chef-conseiller, de la petite fille qui offre son repas d'anniversaire, de Laura B. et de Nicolas Vogel.

Trois personnages, un peu parisiens, un peu à part, pris dans un milieu artistique et littéraire.

Mais qu'importe. « L'autre amour » n'est pas le livre d'une histoire mais celui d'un climat

sous lequel se font sentir, d'une manière belle et juste, toutes les pesanteurs et le mal de vivre de notre époque. L'écriture est au-dessus du quotidien, mais le contenu est bien ancré dans notre temps. Mai et Prague 1968, les deux « camps » si semblables avec leurs coups bas et leurs tristes magouilles, les attentats et le jeu politique sordide, les élections prochaines, les brûlots révolutionnaires d'une nouvelle espérance, tout cela s'y trouve et même, en transparence, le problème du logement à Paris.

Michel Butel tue ses héros parce que vivre ou mourir, dans une histoire bloquée comme celle de ces dernières années, n'a pas tellement d'importance. Pour lui, comme notamment pour Hélène Bleskine, à qui il fait penser, quelque chose manque pour faire flamboyer le goût de vivre. Bleskine semblait chercher la solution vers un certain aménagement de la quotidienneté. Butel, lui, ne voit pas d'issue. « Cette échelle qu'on ne déploie jamais, en nous maintenant refermée vers quoi serait-elle tendue ? » Il manque quelque chose à la partie qu'il a choisi de jouer pour qu'il puisse être gagnant sur le plan de l'existence. Mais il nous a donné là le seul livre neuf et beau de ce trimestre de rentrée littéraire.

Pierre LE COHU

Michel Butel — l'autre amour. (Mercure de France) en vente au service librairie du journal : franco 48 F.

## sélection de Noël

Offrir un livre. Cela fait toujours plaisir et en plus cela rend service à la N.A.F. Alors n'hésitez pas à nous passer vos commandes qui seront servies par retour de courrier. Vous pouvez choisir un livre dans la sélection que nous vous offrons, mais aussi nous pouvons vous fournir tous les livres actuellement disponibles chez les éditeurs.

- Pierre Andreu — Le rouge et le blanc — franco 48 F.
- Jacques Binoche — L'Allemagne et le Général de Gaulle — franco 29 F.
- Bernard Brigouleix — L'extrême-droite en France — franco 43 F.
- Pierre Chaunu — La peste blanche — franco 41 F.
- Maurice Clavel — Nous l'avons tous tué — franco 49 F.
- Philippe de Commines — les 180 jours de Mitterrand — franco 43 F.
- J.P. Dollé — L'odeur de la France — franco 34 F.
- Lan Inisan — La bataille de Kerguidu — franco 52 F.
- Jacques Fauvet — Histoire du P.C.F. — franco 69 F.
- Gal. Gallois — Le renoncement — franco 42 F.
- A. Glucksmann — Les maîtres penseurs — franco 49 F.
- M. Le Bris — L'homme aux semelles de vent — franco 49 F.
- B.H. Lévy — La barbarie à visage humain — franco 43 F.
- Mac Cearney — Maurras et son temps — franco 43 F.
- Gabriel Matzneff — Passions schismatiques — franco 42 F.
- Roger Nimier — D'Artagnan amoureux — franco 43 F.
- Roger Pannequin — Adieu camarades — franco 58 F.
- Ph. de Saint Robert — Les septennats interrompus — franco 43 F.
- Michel de Saint-Pierre — M. de Charette — franco 56 F.

Commandes adressées au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de Royaliste C.C.P. Paris 18 104 06 N.

abonnez-vous à

**ROYALISTE**  
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE  
Directeur politique Bertrand Renouvin



# histoire de Noël

Il était là, majestueux dans sa houppelande écarlate, entre le stand du P.C et celui du P.S, juste au coin du P.M.U.

Au point stratégique du marché, là où tout le monde passe. Il était magnifique, drapé dans son morceau de pilou rouge. C'est à peine si l'on remarquait le lewis qu'il portait en dessous. Le coton de sa barbe était tout neuf. Il était là au centre du marché avec un ami, photographe qui passait par là. Les bras ouverts

vers les tout petits enfants émerveillés qui lui criaient « Bonjour Papa Noël » et venaient l'embrasser. Son ami photographe en profitait pour immortaliser cet instant. Un homme charmant ce photographe toujours prêt à rendre service.

Le marché était animé des gens les plus divers. Ils parlaient haut. Un grand brouhaha enveloppait tout. Pourtant, on semblait distinguer au loin des sons plus aigus... Comme des cris... Des cris d'enfants... Oui des cris d'en-

fants! Une vraie marmaille se faufilait dans la foule, on aurait dit une sortie d'école. Ils étaient tous attirés par le point stratégique où le père Noël distribuait sourires, caresses, baisers et photos.

A quelques pas du père Noël les enfants se regroupèrent, un petit était en tête, il semblait être le porte parole de la vingtaine d'autres. Ils avaient entre 4 et 9 ans.

Les gens firent cercle autour d'eux, ils observaient amusés et condescendants le face à face. Le père Noël accueillant s'approcha de l'enfant pour l'embrasser, le photographe arma son appareil. Le petit ne bougea pas, raide, un peu ému. C'est lorsque le père Noël se pencha que l'enfant d'un geste vif, lui arracha sa barbe et lui cria « Tu n'es pas le Père Noël, va-t'en! » « Va-t'en! » crièrent les autres. Oh! Les gens étaient mé-  
dusés! oser faire cela à une telle institution! Quelle décadence!

Tous péroraient, commentant l'incident. On se serait cru dans une basse cour apeurée. Les enfants restaient calmes. La foule se calma petit à petit. Le père Noël n'ayant pas très bien saisi pourquoi il devait partir posa la question.

« Pour que nous puissions encore rêver » répondit l'enfant.

Un « Oh!!! » plus fort que le premier retentit « rêver, rêver, ah ces enfants, ils ont tout et ils veulent encore rêver, c'est insensé! »

« Ah, de mon temps Monsieur on était moins gâté, aujourd'hui tout leur est dû, même le rêve. »

Les enfants attendaient que les adultes reprennent leurs esprits,



pour pouvoir poursuivre la discussion. Le père Noël dépité, ne se sentait pas de taille à affronter seul le problème. Il céda son droit de réponse à l'assemblée présente. Qui, bien embarrassée se tourna vers les délégués des deux stands tout proches ainsi que vers un digne représentant de la majorité battu aux dernières élections municipales et qui entretenait son image de marque le dimanche sur le marché.

Ils se concertèrent longuement, longuement, enfin l'un d'eux prit la parole devant les enfants « après avoir délibéré, et d'un commun accord nous estimons que nous ne pouvons pas vous laisser rêver. Le rêve est subversif. Il pourrait arrêter votre consommation et nos usines, nous ne pouvons laisser faire une pareille chose. Dès aujourd'hui un projet de loi sera soumis à l'assemblée nationale pour interdire le rêve. »

Jacqueline HIVET

## NOS CORRESPONDANTS

Voici classés par départements une première liste de correspondants de Royaliste. Si vous désirez participer à notre effort de propagande, prenez contact en leur écrivant.

- 06 - NAF - B.P. 659 - 06012 NICE CEDEX
- 13 - NAF - B.P. 38 - 13100 AIX-EN-PROVENCE
- 24 - Laurent Dapoigny, Le Rivaud, 24700 MONTPON-MENESTEROL
- 27 - NAF - B.P. 857 - 76010 ROUEN CEDEX
- 35 - NAF - B.P. 2536 - 35025 RENNES CEDEX
- 44 - NAF - B.P. 203 - 44007 NANTES CEDEX
- 49 - NAF - B.P. 253 - 49002 ANGERS CEDEX
- 51 - M. Betbeze, 8 rue Saint-Maurice 51100 REIMS
- 56 - Mlle de Prunelé, Trécesson, CAMPENEAC - 56800 PLOERMEL
- 59 - 62 - M. Charlet, 27 rue des Fossés, 59000 LILLE
- 69 - NAF - B.P. 44 - 69397 LYON CEDEX 3
- 76 - NAF - B.P. 857 - 76010 ROUEN CEDEX
- 88 - Mme Judicis, 4 rue Pasteur, 88000 EPINAL

## bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) \*

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

## éditorial



par  
bertrand  
renouvin

# constat d'échec

Avec décembre qui s'achève, voici le moment du bilan traditionnel. Sacrifions donc à la coutume, avant de reprendre le cours habituel de nos réflexions qui nous entraînent souvent bien au-delà de la politique politicienne.

L'année avait mal commencé, dans les remous provoqués par l'assassinat de Jean de Broglie. Elle s'achève par une série d'échecs qui laissent prévoir des élections difficiles pour la majorité malgré la désunion de la gauche.

### CHIFFRES

Echecs économiques d'abord. Malgré les promesses de M. Barre, malgré les tonnes d'explications déversées par le « meilleur économiste de France », les chiffres montrent que le pouvoir giscardien a été incapable de juguler une crise qui traîne derrière elle son cortège d'injustices et de misères. C'est un fait que, malgré les meilleurs résultats de ces derniers mois, le chômage a augmenté de 13,3 % en un an. Chiffre d'autant plus préoccupant que, sur les 390 000 jeunes travailleurs engagés depuis la rentrée, plus de 125 000 sont en stage ou ont signé un contrat d'emploi-formation. Mais peu importe leur situation précaire puisque la majorité pourra présenter, en mars prochain, des résultats un peu moins catastrophiques.

Quant à la hausse des prix, elle se poursuit à un rythme presque aussi

rapide que l'an dernier malgré un blocage tardif, mais dérisoire, de certains prix alimentaires : en 1977, le taux d'inflation aura atteint 9,4 ou 9,5 % (malgré la baisse de la T.V.A. qui aurait fait tomber l'indice des prix de 1,2 point) contre 9,9 % en 1976 et 9,6 % en 1975. Il n'y a vraiment pas de quoi être fier, d'autant plus que les prix des produits alimentaires ont augmenté, de leur côté, de 12,5 % ! Comme le déficit budgétaire atteindra cette année de 16 milliards, comme le déficit de la balance commerciale sera de 15 milliards (contre 20 milliards, il est vrai, l'année dernière), comme le franc a perdu 8,3 % de sa valeur par rapport au deutschmark et 12,1 % par rapport au franc suisse, on ne voit vraiment pas ce qui pourrait sauver la majorité en mars prochain — si ce n'est le vieux réflexe de peur face à l'éventualité d'une victoire de la gauche.

### ABANDONS

Si du moins, la droite avait un grand projet diplomatique à proposer aux Français ! Mais elle ne fait que courir d'échecs en renoncements. Etrangère à l'évolution de la situation du Proche-Orient, elle se satisfait de rododromes au Sahara avant d'apprendre, par la bouche d'un des principaux dirigeants de l'opposition, la libération des otages du « Polisario ». Tant mieux pour les otages, qui risquaient de connaître la longue attente de Madame Claustre. Tant pis pour M. Giscard d'Estaing, qui devrait se garder de faire la fine bouche : même communiste, c'est tout de même un homme politique français qui a annoncé la bonne nouvelle. Mais quelle pitié de voir un pays étranger — qui aurait d'ailleurs pu rester l'ami de la France — jouer de nos divisions comme au temps du parlementarisme agonisant.

Comme sous la quatrième République aussi, voici que triomphe l'esprit de renoncement :

— C'est la fuite dans une illusoïre « Europe politique » alors que l'Europe économique a fait faillite sur le plan industriel comme sur le plan agricole — le Marché Commun trouvant seulement la force de renier ses principes libéraux en acceptant une protection momentanée et tardive de secteurs ruinés par la logique même du capitalisme libéral.

— C'est la destruction sournoise de notre force de dissuasion et le retour honteux au protectorat américain parce que la bourgeoisie giscardienne est trop veule pour défendre elle-même ses privilèges et son argent.

— C'est la soumission au diktat de Schmidt dans l'affaire Klauss Croissant simple avocat livré à un Etat qui s'ingénie en ce moment à le briser moralement. C'est cette volonté de construire cette Europe des polices et des prisons que je dénonçais en juin dernier avec Claude Bourdet et les jeunes gaullistes.

### DEMAGOGIE

Lamentable bilan, qui annonce d'inquiétants lendemains. Sans doute, pendant les trois prochains mois, la droite s'efforcera-t-elle de se présenter sous son jour le plus favorable. Déjà, elle s'ingénie à récupérer des clientèles indispensables à sa survie : le Président de la République en personne s'intéresse aux Français de l'étranger, se soucie des vieillards, et chante l'agriculture française, en attendant de nous indiquer le « bon choix », c'est à dire de pratiquer une nouvelle fois ce chantage à la peur qui le meilleur argument électoral de la droite. Contre les « mauvais maçons » contre la « menace collectiviste », M. Giscard d'Estaing, n'en doutons pas, fera preuve d'une grande sollicitude envers les jeunes (oublié Malville !), les viticulteurs (oublié Montredon !), et peut-être même envers les revendications régionalistes (oublié Aléria !). Enfin, au bon moment, le gouvernement publiera des chiffres rassurants, afin de démontrer aux électeurs que tout ne va pas si mal...

Par le chantage et par la démagogie M. Giscard d'Estaing assurera peut-être la victoire de son camp. Ce qui ne résoudra aucun problème, tant la cassure de sa « majorité » est nette, tant la droite est incapable de définir et d'appliquer une politique au service de la France et des Français. Mais une victoire de la gauche n'est pas plus souhaitable, ni pour la stabilité des institutions, ni pour la reconquête de notre indépendance nationale, ni même du point de vue de la simple gestion économique. Je ne parle même pas des révolutions nécessaires, que la gauche est bien incapable d'accomplir...

Entre les deux camps qui se disputent l'Etat et qui entretiennent la division des Français il ne saurait y avoir de bon ou de mauvais choix, car il n'y a rien à attendre des élections. Mais souhaitons qu'ensuite les Français s'aperçoivent que la classe politique les conduit à une impasse. Alors une contestation radicale pourrait naître réunissant par-delà les clivages partisans tous ceux qui luttent pour une autre société et qui, aujourd'hui, se prennent à désespérer.

Bertrand RENOUVIN.